

Introduction

Problématique globale et réalités locales

Ural Manço

Les thèmes liés à l'appartenance religieuse et à l'identité ethnique ne quittent plus l'avant de la scène publique de nos sociétés. Le mouvement d'émancipation de l'individu, qui était censé se réaliser autrefois dans le cadre de l'État-nation, semble désormais passer, dans un certain nombre de cas, par la référence à un groupe d'appartenance et à une culture d'origine. Aujourd'hui, certains semblent chercher plus volontiers qu'auparavant à se rattacher à un groupe communautaire. Ceux-là revendiquent explicitement leur choix personnel et conscient de faire partie d'une affiliation ethnique, religieuse, linguistique ou mémorielle; comme si une sorte d'injonction paradoxale d'« être soi » leur imposait un ressourcement dans un groupe ethno-religieusement connoté, afin d'exister en tant qu'individus (Bénichou, 2006 : 63-64). Les appartenances religieuses et ethniques ne semblent plus être, dans un nombre croissant de cas, des réalités essentielles s'imposant souverainement à la volonté des acteurs par la socialisation dès le plus jeune âge.

Les sociétés démocratiques légitiment plus que jamais le pluralisme, la diversité et les choix individuels, ainsi que le fait minoritaire et la protection des victimes en tout domaine. Elles se dotent d'instruments politiques et juridiques ayant pour but de protéger les personnes, les groupes et leurs choix. Dans la majorité des cas, les systèmes politiques de nos sociétés semblent être relativement favorablement disposés envers les revendications liées à la diversité culturelle et à la différence confessionnelle, de même qu'en matière de reconnaissance de mémoires blessées et de réparation de celles-ci. Cette disposition favorable du monde politique n'empêche toutefois pas que des problèmes de toutes sortes puissent surgir fréquemment dans la mise en place concrète des reconnaissances de principe des choix individuels, ainsi que des identités et des mémoires minoritaires.

Face à ce qui ressemble à un encouragement à cultiver et à revendiquer sa différence, on peut remarquer que les individus et groupes privés de moyens, qui constituaient autrefois les ressources (et les enjeux) de luttes sociales, mobilisent désormais les ressources

symboliques qui sont à leur disposition pour s'assurer une capacité d'action suffisante dans les enjeux de classement social. Ceci afin d'accéder au droit de cité dans l'espace public (Groux, 1998). La mobilisation de liens ethno-religieux semble être devenue aujourd'hui une préoccupation importante pour des individus et des groupes marginalisés dans l'espace sociopolitique et économique.

Les sciences sociales contemporaines peinent à formuler un cadre théorique qui propose une analyse compréhensible de ces phénomènes ethno-religieux contemporains. Cette analyse, à construire, devrait mettre en évidence le sens accordé par les acteurs sociaux à leurs identifications ethniques et confessionnelles. Ce qui suppose qu'elle puisse expliciter le rôle joué par ces identifications dans la quête de reconnaissance morale et d'estime sociale. Une telle analyse devrait expliquer les mutations contemporaines que les acteurs sociaux génèrent dans les religiosités et les ethnicités traditionnelles en lien avec l'avènement de la société globale - dont le consumérisme¹ et l'individualisme ambiants constituent des traits marquants. Une piste de développement théorique dans cette voie serait de conceptualiser ces réalités identitaires en tant que produits de processus transactionnels entre individus et groupes.

La religiosité et l'ethnicité - telles qu'elles sont appréhendées, légitimées et pratiquées ou vécues, c'est-à-dire, adoptées par un individu ou par un groupe -, peuvent être considérées comme le produit d'une construction sociale en mutation constante. Ce produit est pareil à l'aboutissement d'une entente ou d'un compromis, ou encore ressemble à la résultante de la confrontation entre différentes forces sociales en présence (Beckford, 2003 : 193-194). Autant l'appartenance religieuse que l'identification ethnique (cette dernière englobe souvent la première) semblent inventées, bricolées, interprétées, modifiées au gré de l'évolution de la vie sociale, sous les contraintes extérieures qui pèsent sur l'individu (ou son groupe) et d'après les besoins de légitimation de ceux qui se sentent les adeptes de la religion en question ou les membres de l'ethnie considérée.

Dans cette optique de théorisation, il s'avère nécessaire de considérer les faits religieux et spirituels, ainsi que les liens et les identifications ethniques, comme des ressources symboliques ou des produits culturels sur lesquels certaines personnes comptent dans certaines circonstances (Beckford, 2003 : 200). La réponse aux questions « A

¹ Deux responsables politiques schaarbeekoïses attirent également l'attention sur la simultanéité de la diversification multiculturelle et l'homogénéisation consumériste de la jeunesse communale (Essaïdi et Martens, 2008 : 55).

quoi sert la religion ? » et « Que signifie l'appartenance ethnique pour ses membres ? » pourrait être donnée par les innombrables usages sociaux auxquels les acteurs sociaux vouent les liens ethno-religieux qu'ils tissent inlassablement entre eux, afin de réguler la vie courante, leurs relations sociales et les rapports de domination qu'ils exercent ou qu'ils subissent (Juteau, 1999).

L'émergence de ce type de production identitaire concerne bien évidemment aussi les populations issues de l'immigration établies définitivement en Europe. Ces populations déploient une énergie importante pour la confection des représentations ethno-religieuses dont elles se parent. Ces identifications sont affirmées avec force dans des luttes d'accès aux ressources socioéconomiques et politiques et autour d'enjeux de reconnaissance symbolique. Elles permettent à ces populations (majoritairement défavorisées et pouvant souffrir de discriminations, politiquement dominées et culturellement marginalisées, voire stigmatisées) de négocier, au mieux de leurs capacités, à la fois les termes de l'acculturation que les sociétés d'accueil exigent d'eux et l'altérité qu'elles cherchent à faire prévaloir.

D'après plusieurs recherches qui ont été menées ces dernières années, la stratification sociale en région bruxelloise épouse clairement les différences ethniques. Les jeunes issus des vagues d'immigration non européenne (essentiellement marocaine, turque et subsaharienne) et qui ont, aujourd'hui, majoritairement acquis la nationalité belge, font face à la ségrégation urbaine, à une scolarisation déficiente et dévalorisée et à des pratiques discriminatoires sur les marchés de l'emploi et du logement (Brion, 2007 : 132). Les auteurs de ces études n'hésitent d'ailleurs pas à parler d'« apartheid scolaire », tant la dualisation de l'offre scolaire bruxelloise semble fonctionner au détriment des jeunes issus de l'immigration non européenne, ceux-ci se retrouvant nettement surreprésentés dans les filières technique et professionnelle (Verhoeven, Delvaux, Martiniello et Rea, 2007 ; Rea, Nagels et Christiaens, 2009 : 5).

Plus du quart (28 %) des jeunes bruxellois de 18 à 24 ans ne dispose que du diplôme de l'enseignement secondaire inférieur, contre seulement 16 % des jeunes du même âge pour l'ensemble du Royaume (Rea, Nagels et Christiaens, 2009 : 3). Pour illustrer la situation de ces jeunes sur le marché de l'emploi, il est possible de citer le taux chômage des diplômés universitaires, qui était de 8 % en 2008 dans l'ensemble de la région bruxelloise. Ce taux s'élevait toutefois à 17 % dans les six communes populaires de la région abritant une importante population d'origine immigrée non

européenne : Anderlecht, Bruxelles-Ville, Forest, Molenbeek, Saint-Gilles, Saint-Josse et Schaerbeek (Rea, Nagels et Christiaens, 2009 : 5)².

À Schaerbeek, municipalité de 116.039 habitants (2009), les personnes issues de l'immigration constituent une partie importante de la population. Sans compter les Belges naturalisés, les Schaerbeekois de nationalité étrangère représentaient en 2008 pas moins de 32 % de la population, d'après les données de l'INS³. Les Schaerbeekois sont d'origines très diversifiées, même si une certaine prédominance marocaine (environ 16 % de la population communale) et turque (autour de 13 % de la population communale) est perceptible. Avec 39 % d'habitants de moins de 18 ans, la population schaerbeekoise figure parmi les plus jeunes du Royaume. Elle est aussi l'une des plus pauvres de la région bruxelloise, avec 27 % de demandeurs d'emploi dans la population active de la commune. Ce taux monte à 40 % pour les actifs de moins de 25 ans (la moyenne de la région bruxelloise est de 32 %)⁴.

Ces données relatives à la situation sociale précaire et défavorisée de ses jeunes placent Schaerbeek parmi les localités belges où les questions identitaires se posent intensément et où les affirmations ethno-nationales et religieuses minoritaires se font entendre de manière aiguë, en conjonction avec les réalités structurelles de l'exclusion sociale. Il faut ajouter à ce constat le fait qu'une partie non négligeable des Schaerbeekois d'origine étrangère provient de pays qui mettent en œuvre des politiques identitaires mono-culturelles, exclusives et nationalistes, et qui imposent parfois à leur population une relecture officielle de l'histoire. Certains viennent de régions du monde où règnent actuellement des conflits interethniques, interreligieux ou internationaux.

1.1. Hypothèse de départ de la recherche-action

Ce livre est le produit final de la recherche-action. L'hypothèse de départ est celle-ci : pour surmonter le sentiment d'insécurité identitaire (Bastienier, 2008 : 40-41) ou la peur de l'assimilation, la situation d'incertitude sociale alimentée par l'échec scolaire, les difficultés socio-économiques et le déni de reconnaissance ou de droit

² Voir aussi : Martens et Ouali, 2005 ; Vandermotten, 2008.

³ http://www.dofi.fgov.be/fr/statistiek/statistiques_etrangers/Stat_ETRANGERS.htm

⁴ Source : http://www.statbel.fgov.be/home_fr.asp

sociaux, les groupes minoritaires (d'origine immigrée) développent parfois un formalisme rigide et essentialisant en matière d'appartenance ethnique et religieuse. Ces groupes tentent en fait d'objectiver leur communauté à travers un travail de réappropriation de liens s'incarnant à travers un discours idéologique et dans des pratiques socioculturelles ostentatoires. Les situations de tension politique ou de conflits armés dans les pays d'origine constituent, dans ce cadre, un cas particulier pouvant provoquer des expressions identitaires exacerbées rendant difficile la tâche d'une volonté publique ou privée, dans la construction du vivre ensemble interculturel (Verkuyten, 2007 : 352).

Selon l'hypothèse avancée, les mobilisations identitaires ethniques et religieuses semblent être les « armes » de l'exclu dans sa résistance socio-économique et dans sa lutte pour la reconnaissance (Martiniello, 1995 : 88). Les ressources identitaires mobilisées par ces groupes doivent permettre d'atteindre des biens symboliques, comme la légitimité sociale, la reconnaissance culturelle, l'estime de soi et la confiance en soi. Biens symboliques qui paraissent inaccessibles par les voies considérées plus conventionnelles et valorisées dans la société d'accueil : réussir à l'école, qualification professionnelle, enrichissement, habiter dans un « beau » quartier et dans une maison avec jardin, parler le français sans accent, être bilingue français-néerlandais, posséder l'habitus et les manières valorisées de la classe aisée autochtone, etc. (Vienne, 2004 : §15)

Il s'agit en somme d'identités construites en réponse aux stigmatisations et aux exclusions vécues ou ressenties. Deux chercheurs d'une université turque invités par la Fondation Roi Baudouin pour réaliser une recherche sur les Turcs de Belgique, affirment dans leur rapport :

La religion et l'ethnicité offrent deux « solutions » séduisantes aux personnes confrontées à des problèmes (...). Il n'est pas étonnant que des masses dont la vision du futur est sombre qui ne peuvent tirer aucun profit de la société [qui les] rejette, se tournent vers la religion, l'ethnicité, la langue et la tradition, c'est-à-dire vers tout ce qu'elles croient qu'on ne peut pas leur enlever (...). Pour relever ces défis [la pauvreté, le chômage, la discrimination, la xénophobie, l'isolement, la menace d'assimilation...], les discours sur la culture, l'identité, la religion, l'ethnicité, les traditions et le passé sont devenus la stratégie d'existence la plus significative pour les minorités en général et pour les immigrants en particulier (Kaya et Kentel, 2007 : 74).

L'hypothèse suppose l'existence d'un processus de catégorisation sociale, plus précisément de rapports de classe ethnicisés qu'Albert

Bastenier appelle la « logique ethnique ». Dans cette logique, on ne se perçoit pas en tant qu'individu, mais bien en tant que membre de groupes différents. On n'y assiste jamais à l'affirmation d'une ethnicité isolée, mais à l'émergence d'un système d'affirmations concurrentes ou opposées, qui se répondent par le truchement de dépréciations identitaires (Bastenier, 2008 : 35 et 37)⁵. Différents groupes d'origine étrangère se concurrencent en effet sur les mêmes territoires, pour l'appropriation des mêmes ressources socio-économiques et symboliques. Ils se livrent à une surenchère identitaire. Chaque groupe spécifique valorise dans son patrimoine réel ou imaginaire ce qu'il juge utile, dans le but d'affronter de la manière la plus avantageuse, les rapports de force et de hiérarchisation qui naissent de la coexistence contrainte - de sorte qu'aucun des groupes en présence, ni la majorité autochtone, ni l'ensemble des groupes minoritaires, n'est plus à même de se définir indépendamment de l'autre.

1.2. Objectifs de la recherche-action

Notre activité n'est pas une investigation exclusivement empirique ayant pour seul objectif la découverte du réel. Dans ce cas, on aurait, bien entendu, préféré descendre directement sur le terrain, c'est-à-dire interroger de jeunes Schaerbeekoïses sur leurs identités, par différentes méthodes d'observation adéquates et en ignorant totalement les travailleurs sociaux de la commune. Or, nous nous trouvons dans une méthodologie dite de recherche-action, dont l'objectif est justement de travailler avec les animateurs et les éducateurs sociaux de la commune afin de contribuer à l'amélioration de leur quotidien professionnel. Le but de la recherche-action s'apparente à l'accompagnement des professionnels du travail social, afin qu'ils parviennent à clarifier et à perfectionner eux-mêmes les outils conceptuels de leur travail - c'est-à-dire leur philosophie du travail social, leur méthodologie d'action, leurs grilles de lecture et d'analyse de la réalité sociale. Dans la thématique choisie, les outils s'apparentent essentiellement à des moyens de prise de conscience et de prise de distance par rapport aux phénomènes identitaires.

La question de départ qui a guidé l'ensemble du processus reflète l'orientation propre à toute recherche-action. Dans ce type de démarche, l'analyse de la réalité sociale s'accompagne nécessairement d'une réflexion sur les modes d'intervention sur cette même réalité.

⁵ Au sujet de l'avènement de rapports sociaux ethnicisés : Bastenier, 2004.

Dans le cas présent, la question de départ est libellée ainsi : *comment contribuer au développement de dynamiques identitaires « ouvertes », intégrant la citoyenneté active et l'engagement social auprès de jeunes usagers (qui sont souvent originaires d'horizons sociaux, ethniques et religieux différents et qui évoluent fréquemment dans des milieux sujets à l'exclusion socio-économique et à la marginalisation culturelle) ?*

Plutôt que de découvrir la réalité sociologique sur les dynamiques, identitaires elles-mêmes, l'objectif de la recherche-action est d'initier une réflexion collective sur les pratiques professionnelles des travailleurs sociaux, à l'aide du thème des formulations identitaires ethno-nationales et religieuses des enfants et des adolescents de Schaerbeek. Ainsi qu'à l'aide du thème de la mobilisation de ces identifications dans les rapports sociaux qui s'établissent en situation post-migratoire dans la vie sociale de la commune. Ces enfants et jeunes de la localité vivent souvent dans un contexte de stratification ethnique du marché du travail, de ségrégation spatiale de l'habitat et de précarisation des populations migrantes. La question des dynamiques identitaires représente un « analyseur » sur lequel on peut élaborer une réflexion avec les participants à la recherche-action.

La question des dynamiques identitaires aurait pu être remplacée par bien d'autres : la question de la violence, de la délinquance, des assuétudes, du genre, de l'orientation sexuelle, du rapport à l'école, du rapport au travail, etc. Il s'agit, pour les organisateurs de la recherche-action, de susciter une réflexion à caractère professionnel autour de la problématique des identités de jeunes publics et de permettre à cette réflexion de se dérouler dans la sérénité et hors de toute urgence, en dehors d'un moment de crise. Il est vrai que le point de départ de cette activité remonte à un moment de crise, c'est-à-dire aux émeutes des jeunes Turcs de Saint-Josse et de Schaerbeek en octobre 2007 et aux inquiétudes suscitées par celles-ci. C'est la raison pour laquelle l'Échevinat de la Cohésion sociale a souhaité entreprendre cette recherche-action auprès des travailleurs sociaux de la commune.

Cet angle d'attaque ne doit toutefois pas occulter le fait que les personnes et les groupes pourraient mettre en évidence bien d'autres objets d'identification sociale que les appartenances ethno-nationales et religieuses. L'identité d'une personne ou d'un groupe se compose de mille et une facettes imbriquées dans une complexité immense ; chacune se trouvant en devenir perpétuelle. La réflexion proposée ici refuse, bien entendu, de tomber dans la caricature : les groupes de jeunes Schaerbeekoïses avec qui travaillent les travailleurs sociaux n'obéissent pas machinalement à un quelconque déterminisme

socioculturel dans l'expression de leur appartenance nationale, religieuse ou autre.

1.3. Méthodologie et déroulement de la recherche-action

La recherche-action, qui s'étale de mai 2008 à mai 2010, a été réalisée en deux phases. Lors des huit séances de travail de la **première phase**, entre mai 2008 et mars 2009, les participants ont d'abord produit un discours qui représente une matière brute (constats, souvenirs, anecdotes, exemples, jugements). Ce que le chercheur leur a fourni en retour s'apparente à la synthèse structurée de leurs propos, mais celle-ci a ses propres limites. C'est un produit semi-fini. Les participants ont ensuite lu, commenté et amendé cette synthèse en guise de validation. Le « va-et-vient » entre les séances d'information et les séances de validation constitue la dialectique de base de la recherche-action lors de sa première phase.

Le chercheur fut le traducteur ou le metteur en forme de ce processus. Son apport réside également dans l'introduction de confrontations des résultats des recherches empiriques et dans l'importation de concepts et de théories des sciences sociales, afin d'enrichir et de contextualiser les propos des participants. La première phase a permis l'accumulation de l'apport factuel de la recherche-action. Cet apport, qui représente le regard des travailleurs sociaux schaarbeekois sur les phénomènes identitaires des usagers des activités qu'ils proposent, est développé dans la première section de la partie I de ce livre.

Les questions qui ont jalonné le débat lors de ces rencontres sont les suivantes : (1) En quoi les différentes catégories professionnelles de travailleurs sociaux schaarbeekois sont-elles confrontées aux expressions identitaires de leurs publics et aux problèmes pouvant naître des différences ethno-nationales et religieuses présentes au sein de ceux-ci ? (2) Comment définissent-ils, ou évaluent-ils leurs publics sur ces questions ? (3) Quelles explications donnent-ils aux phénomènes identitaires qui s'expriment autour d'eux ? (4) Comment réagissent-ils face à ces expressions identitaires, qui peuvent s'avérer exclusivistes, stigmatisants, voire racistes ; et comment gèrent-ils ces situations d'affirmation identitaire des jeunes ? (5) Comment contribuer dans de tels contextes sociaux à l'organisation d'actions et à la formulation de messages interculturels faisant la promotion des métissages culturels, de la cohésion sociale et de la citoyenneté active et responsable ?

Les 300 à 400 travailleurs sociaux actifs dans la commune furent informés du processus et furent invités à ces réunions par l'Échevinat de la Cohésion sociale. Au total, environ 80 personnes ont pris part aux huit réunions de la première phase. Souvent, ces personnes sont elles-mêmes originaires des pays d'où proviennent leurs publics. En tant qu'observateur régulier de ces publics, il est possible de considérer les professionnels du travail social comme des capteurs d'émanations sociales et des catalyseurs d'informations et d'états d'âme divers. Cependant, ces professionnels sont aussi le fruit d'une socialisation professionnelle et politique particulière. Ils mobilisent leurs propres représentations pour produire certaines visions des réalités identitaires qui constituent l'objet de la recherche-action. Ils opèrent des théorisations et des généralisations sous certains angles d'analyse et pas sous d'autres. Autrement dit, s'ils fournissent une réflexion légitime et intéressante sur la question, celle-ci n'est pas systématique, ni neutre.

Par ailleurs, le point de départ de la recherche-action fut une situation de crise qui était inquiétante pour beaucoup (les émeutes d'octobre 2007). Ce fait a pu biaiser la motivation et les propos de certains participants. Plus encore, certains travailleurs sociaux ont peut-être tenu des propos biaisés en pensant devoir donner les réponses qu'ils estimaient que les commanditaires attendaient d'eux... À l'inverse, d'autres participants ont peut-être cherché à dissimuler certains faits graves (par exemple racistes) qu'ils ont pu observer auprès du public qu'ils côtoient, afin d'éviter l'aggravation de la stigmatisation dont souffrent ces jeunes. Ces remarques entendues lors des séances de validation ont certainement leur part de vérité et doivent inciter tout lecteur et commentateur du texte qui suit à la prudence.

Quoi qu'il en soit, les groupes de discussion ont suscité un matériel factuel important sur les questions identitaires que les travailleurs sociaux participants expérimentent, observent et comprennent. Bien entendu, on ne pouvait pas considérer ces observations personnelles, partielles et sans doute aussi partiales comme un apport représentatif pouvant nourrir une démonstration empirique. En tant que tel, ce discours ne peut être généralisé et ne concerne *a priori* que le public local qui fréquente les activités des animateurs et des éducateurs schaarbeekois.

Chaque fois que cela était possible, les affirmations subjectives des participants ont été confrontées aux résultats de recherches empiriques récentes, menées sur des questions similaires à l'aide d'échantillons représentatifs, tant en Belgique que dans les pays limitrophes au sein de milieux socioculturels comparables (voir la bibliographie présentée

à la fin du volume). Force est de reconnaître que la confrontation de ce savoir scientifique aux réflexions partielles des professionnels du travail social a dans la plupart des cas confirmé les considérations des travailleurs sociaux schaarbeekoïses. À défaut d'être représentatif, le savoir issu de l'expérience quotidienne des travailleurs sociaux semble en tout cas être significatif.

La **deuxième phase** de la recherche-action s'est déroulée lors de six séances de travail entre septembre 2009 et mai 2010 et en présence de 38 participants. Elle a ciblé la valorisation de l'expérience quotidienne et des compétences professionnelles des éducateurs sociaux de la municipalité et des travailleurs d'associations socioculturelles schaarbeekoïses. Il s'agissait de travailler directement avec ces professionnels du travail social, afin de sonder la réflexion qu'ils ont pu produire sur leurs pratiques professionnelles, autour des questions d'appartenance et d'altérité et à propos de la gestion collective de ces affirmations identitaires. Il était donc question de récolter le fruit de leur expérience et de leurs considérations, afin de le valoriser par la socialisation, c'est-à-dire par le partage de cette réflexion entre collègues. Au contraire de la première phase où la présence des participants à plus d'une réunion n'était pas exigée, la participation à la deuxième phase nécessitait un engagement nettement plus conséquent : la présence aux six séances de travail prévues, ainsi qu'une réflexion à mener et des préparations à réaliser entre deux réunions, étaient demandées aux participants volontaires.

La moitié des participants de la deuxième phase était constituée, en fait, de participantes. L'emploi du masculin pour « participants » ou « travailleurs sociaux » est choisi pour ne pas alourdir le texte. Les participants furent subdivisés en trois groupes d'une douzaine de personnes au minimum. Deux groupes rassemblèrent des travailleurs de terrain : animateurs en association, éducateurs de rue de la commune ou d'autres employés communaux. Le troisième groupe accueillit les coordinateurs d'associations et la coordination communale des éducateurs. Pour l'ensemble des trois groupes, les travailleurs sociaux de la commune représentent le tiers des participants. L'ensemble des participants était d'une grande diversité, du point de vue de l'ancienneté et de la qualification professionnelle. On retrouvait un tiers de Belges et un autre tiers de Belges issus de l'immigration marocaine. Le dernier tiers était constitué de différentes origines. Les participants s'exprimaient à titre privé. Leurs propos n'engagent nullement les organismes auxquels ils sont attachés. Toutes leurs affirmations ont été rendues anonymes dans ce livre.

Le fruit de cette deuxième phase est présenté dans la section 2 de la première partie du livre. Sous l'appellation « l'engagement du travailleur social », le but est de mener une réflexion collective en termes méthodologiques et philosophiques autour du travail social, en matière d'interculturalité et de cohésion sociale, avec la volonté de partager une expérience professionnelle et de dégager les « bonnes pratiques ». Ce texte doit être considéré comme la cartographie des idées qui émergent des discussions et qui s'orientent dans toutes les directions ; et non pas comme une plateforme commune, fruit d'une négociation qui aurait mis les participants au même diapason. Ceci est donc le résultat de l'observation de ce qui est pensé, fait et vécu en cohésion sociale à Schaerbeek dans toute sa pluralité, mais certainement pas ce qui devrait se faire par tous en cette matière.

Malgré un certain nombre d'indéniables points communs, il est clair que les participants n'adhèrent pas (ou pas complètement) tous aux différentes idées exprimées. Ils ne se reconnaissent pas tous de la même manière dans les positions exposées. Des nuances, voire des clivages, entre différentes conceptions du travail social demeurent bien réels parmi les participants. D'ailleurs, la conscientisation des différentes sensibilités invite au débat et aide chacun à clarifier ses propres points de vue. Ce qui est unanime, par contre, c'est le souhait de poursuivre après la recherche-action une réflexion professionnelle régulière. Une telle rencontre entre les différentes catégories de travailleurs sociaux en cohésion sociale n'avait jamais encore eu lieu de manière aussi approfondie à Schaerbeek. La diversité actuelle des positions trouve une explication - au moins partielle - dans ce manque de communication. Il est souhaité qu'une réflexion ultérieure commune puisse apporter une meilleure connaissance des uns et des autres, et que cette réflexion établisse d'éventuelles collaborations futures entre acteurs différents, mais complémentaires.

2. Plan de l'ouvrage

Le livre se présente en deux parties. La **première**, « Affaires d'identités ? », reflète la production de la recherche-action lors de ces deux phases successives : (1) l'approche « factuelle et analytique » de la réalité sociale telle que l'observent les travailleurs sociaux participants (en 2008-2009) ; (2) l'approche « méthodologique et philosophique » du travail interculturel et de cohésion sociale telle que la pensent les participants (en 2009-2010).

La première partie du livre se subdivise donc elle-même en deux sections. La première, « Le regard du travailleur social : constats de la

recherche-action schærbeekoisée », relate les trois contextes structurants qui semblent influencer les modes de vie et les visions du monde des jeunes Schaerbeekoïses (que rencontrent les travailleurs sociaux participants dans le cadre de leurs activités professionnelles). Elle questionne plus précisément les modes de vie identitaires de ces mêmes jeunes ou, ce que l'on pourrait appeler leurs économies identitaires, c'est-à-dire la production et la valorisation de leurs identifications socioculturelles. Elle retrace certaines conséquences psychosociologiques dues à l'influence des contextes structurants et de l'économie identitaire que les travailleurs sociaux participants pensent détecter auprès des jeunes qu'ils côtoient.

La deuxième section a pour titre « L'engagement du travailleur social : valeurs, problèmes et bonnes pratiques du travail social en matière d'interculturalité et de cohésion sociale ». Elle présente une cartographie des valeurs du travail interculturel et de cohésion sociale, telle qu'elle transparait, dans sa diversité, à l'issue des groupes de discussion. Cette section se penche également sur les problèmes du travail interculturel et de cohésion sociale tels qu'ils sont perçus et vécus par les professionnels présents. Ainsi que les « bonnes pratiques » que ces participants proposent, en vue du dépassement des problèmes signalés. Le parallélisme est à souligner, entre l'ensemble des valeurs et l'ensemble des problèmes qui sont étayés dans la deuxième section. L'ordre dans lequel les uns et les autres sont présentés suggère qu'il est possible d'établir une correspondance, deux à deux, entre une valeur directrice et une problématique : l'émancipation des usagers et l'éthique du travail social, l'accueil du public et la gestion de la diversité, l'interculturalité et le vécu de l'altérité, le professionnalisme et la carrière en travail social.

La **deuxième partie** du livre réunit sous le titre « Identités à faire ! » un ensemble de textes produits par les professionnels de terrain à l'occasion de la recherche-action. Ces professionnels sont actifs dans les associations schærbeekoïses et chez les éducateurs sociaux de la commune. Avec des approches différentes pour chacun, les articles de la deuxième partie retracent les expériences particulières de travail social interculturel et de travail en cohésion sociale menées autour de questions identitaires.